



LA CRISE, C'EST EUX

LA SOLUTION, C'EST NOUS...



94 bd Auguste Blanqui
75013 PARIS

TOUS !

JPM/SC

Paris, le 20 janvier 2009

Le 15 décembre dernier, face à la crise qui touche de plein fouet les salariés — qui n'en sont en rien responsables — les 8 plus grosses organisations syndicales françaises (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) décidaient d'interpeller les entreprises, le patronat et l'État, considérant que « les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes ».

Pour surmonter cette crise, elles développent 5 propositions :

- 1 – Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique ;**
- 2 – Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités ;**
- 3 - Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat ;**
- 4 – Préserver et améliorer les garanties collectives ;**
- 5 – Réglementer la sphère financière internationale.**

Les salariés du travail et des industries graphiques ne vivent pas sur une autre planète. Eux aussi sont concernés.

Quelques exemples.

Sur la priorité à donner au maintien dans l'emploi, que dire de la stratégie du groupe ex Québecor, de réduire l'offre d'impression en fermant des entreprises et en bâchant des machines pour espérer enrayer la chute des prix. Les seuls résultats de ces choix macabres sont les plans de licenciement (Mary sur Marne), la fermeture de site (Blois ou La Loupe) et la délocalisation de la charge de travail.

La situation n'est pas plus florissante dans les petites entreprises où les patrons se servent du prétexte de la crise pour dégraisser leurs effectifs.

Si le gouvernement finance les banques à coup de centaines de milliards d'euros sans contrepartie ni contrôle de l'utilisation des fonds publics, il peut aider notre industrie par un plan de relance, en accordant des lignes de crédit pour les investissements nécessaires et en exigeant une régulation du système avec les donneurs d'ordre.

En attendant, nous devons arrêter le jeu de massacre auquel se livrent les employeurs du secteur.

Ensemble, exigeons un moratoire sur tous les licenciements en cours et prévus !

Sur la politique salariale, un accord devrait intervenir lors de la commission paritaire du 23 janvier mais une fois de plus, il ne portera que sur les minima conventionnels. Certains d'entre nous n'ont pas été augmentés depuis 10 ans ou plus au prétexte d'être payés au dessus du minimum conventionnel ; cela reste à démontrer... Et quand bien même ? De combien le prix du steak et de la baguette ont-ils augmenté pendant cette période ?

Ensemble, exigeons une augmentation généralisée des salaires réels !

La suite logique de cette revendication est bien sûr la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat. Le secteur de la communication et de l'industrie graphique est en première ligne en cas de crise. Quand les entreprises vont mal, un des premiers budgets sacrifié est celui de la communication. Quand les foyers n'ont plus les moyens de remplir leur caddie, ils ne dépensent pas leur argent dans la presse ou la lecture.

Ensemble, exigeons une relance de la consommation par une augmentation du pouvoir d'achat, notre secteur en sera un des premiers bénéficiaires !

Comme les solutions miracles du dogme libéral ne suffisent pas à enrayer la chute des prix de l'imprimé, nos chers patrons n'ont de cesse que d'augmenter la pression sur nos salaires et nos statuts. Ils s'acharnent à dévaloriser notre travail en cassant toute garantie collective et en remettant en cause nos conventions collectives. Qui pourrait les en blâmer ? Ils avancent en terrain conquis. Le gouvernement leur donne toutes les possibilités de dérèglementation sociale et sous la menace toujours plus pesante du chômage, les salariés ne réagissent pas, espérant toujours passer à travers des mailles du filet. Mais non, ça n'arrive pas qu'aux autres !

Ensemble, exigeons le respect des accords conventionnels et de nouvelles garanties collectives !

L'arrivée de Circle Printer, fonds d'investissement néerlandais, dans le paysage graphique français, avec sa volonté de devenir le premier imprimeur de l'Hexagone et des objectifs de rentabilité inatteignable, ou l'endettement des entreprises de fabrication du livre, suite à la politique de LBO du groupe CPI, ne manquent pas et ne manqueront pas d'avoir des incidences sur l'emploi et les salariés dans le secteur.

Ensemble, exigeons des règles strictes pour les soi-disant « investisseurs » étrangers qui prennent le secteur de l'industrie graphique française pour une partie de Monopoly !

Et vous, le 29 janvier 2009, vous faites quoi ?

Pour aboutir et faire avancer ces revendications, rendez-vous devant l'UNIC (*Union nationale de l'Imprimerie et de la Communication*), le syndicat patronal de l'industrie graphique

à 11 h 00

68 boulevard Saint-Marcel - 75005 PARIS

Nous partirons ensuite en cortège pour rejoindre la manifestation régionale interprofessionnelle démarrant à la Bastille à 14 h 00.

Ensemble, nous pouvons changer le rapport des forces !